

Présentation Démarches-simplifiées

Octobre 2023

Introduction

Présentation

Date de naissance: 2015

Date passage à l'âge adulte : 1 mars 2018

Qu'est ce donc ? une application développée par l'Etat

Que fait-elle ? : Elle propose un **service en ligne** afin de **créer des téléservices** en quelques minutes et d **gérer les demandes des usagers** sur toute la durée de vie d'un dossier (saisie, instruction, décision)

Caractéristiques : Application **Open source**, déployée (On primise) par plusieurs organismes ou services publics (**Ministères des Armées, Santé, Gouv. Polynésien, Adullact...**)

Effectuer
une démarche
administrative
en ligne



Vous souhaitez effectuer une demande auprès
d'une administration ?

Réalisez vos demandes en toute simplicité et retrouvez vos
dossiers en ligne

[Voir les démarches disponibles](#)

[Se connecter](#)

Créée en 2016, notre équipe de choc regroupe toutes les compétences attendues !



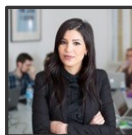
Philippe Vrignaud
Intrapreneur



Rédouane Bouchane
Chargé des relations
institutionnelles



Camilya Dellali
Chargée de développement



Bouchra Lazaar
Chargée de développement



Simon Lehericey
Développeur/Ops



Paul Chavard
Développeur



Christophe Robillard
Animateur Communauté



Sébastien Carceles
Développeur



Eric Leroy-Terquem
Développeur



Nicolas LAURENTI
Ops



Julie SALHA
Design / Accessibilité



Olivier MARCELLIN
UX Designer



Lisa DURAN
Développeuse



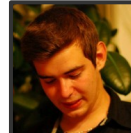
Martin Fourcade
Développeur



Colin Darie
Développeur



Kara Diaby
Développeur



Bastien Ogier
Ops

Démarches simplifiées: solution open source récompensée le 9 novembre 2021



- Prix spécial du jury : Le prix spécial du jury 2021 est décerné à la [DINUM](#) (Direction Interministérielle du Numérique) pour avoir poussé [Démarches Simplifiées](#), qui au delà d'une solution 100 % open source de dématérialisation des démarches, offre une approche différente de la relation usager/agent. Véritable plateforme de standardisation et partage développée de façon collaborative, DS est utilisable potentiellement par 70 millions de français, et offre davantage de responsabilité aux agents publics en leur donnant la main sur leur environnement de travail et la possibilité d'enrichir l'outil.

Pourquoi démarches-simplifiées

La dématérialisation des démarches est un chantier devant nous

Seulement 30% des démarches administratives* de l'Etat en France sont accessibles en ligne

- Moins de 15% sont dématérialisée et interactives

80% des démarches ont une volumétrie inférieure à 10 000 dossiers par an

- 75% des démarches ne font pas l'objet de système d'information de traitement (backoffice)
- Des besoins de réactivité, d'urgence, d'adaptabilité

La France: 21 ème sur 27 pour le préremplissage des données en ligne

L'ennemi de la dématérialisation: le mail et la boîte fonctionnelle ou personnelle de l'agent



*On entend par « démarche administrative » toute procédure engagée par un usager auprès d'une autorité investie d'une mission de service public, qui s'effectue par le biais d'un support permettant un transfert d'informations utiles au traitement d'un dossier, en vue de l'obtention d'un droit, pour exercer un devoir, ou effectuer une demande.

On entend par dématérialisée, une procédure effectuée entièrement en ligne, dont le traitement est effectué sur un support numérique, et dont la décision est communiquée selon les mêmes vecteurs.

Le cadre juridique de la dématérialisation

Rendre effectif pour tous le cadre juridique actuel

Articles du CRPA: Code des Relations entre le Public et l'Administration

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000031366350>

Point 1 : Faciliter le droit à la saisine par voie électronique Article L112-8

- Toute personne, dès lors qu'elle s'est identifiée préalablement auprès d'une administration, peut, dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat, adresser à celle-ci, par voie électronique, une demande, une déclaration, un document ou une information, ou lui répondre par la même voie.

Point 2 : Le passage par un téléservice peut être déployé en sus et place de la saisine par mail Article L112-9

- L'administration met en place un ou plusieurs téléservices, dans le respect des dispositions de [loi n° 78-17 du 6 janvier 1978](#) relative à l'informatique et aux libertés et des règles de sécurité et d'interopérabilité prévues aux chapitres IV et V de l'ordonnance n° [2005-1516](#) du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives.
- Lorsqu'elle met en place un ou plusieurs téléservices, l'administration rend accessibles leurs modalités d'utilisation, notamment les modes de communication possibles. [Ces modalités s'imposent au public.](#) Lorsqu'elle a mis en place un téléservice réservé à l'accomplissement de certaines démarches administratives, une administration n'est régulièrement saisie par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Rendre effectif pour tous le cadre juridique actuel



Point 3: L'identification d'un usager dans le cadre d'un téléservice est facilitée:

- Article R112-9-1 Créé par [Décret n°2016-1411 du 20 octobre 2016 - art. 1](#)
- Pour une entreprise, son numéro d'inscription au répertoire des entreprises et de leurs établissements, s'il s'agit d'une association, son numéro d'inscription au répertoire national des associations et, dans les autres cas, ses nom et prénom et ses adresses postale et électronique »

Point 4 : Formuler une décision par le biais d'un téléservice est légal

•L212-2: Sont dispensés de la signature de leur auteur, dès lors qu'ils comportent ses prénom, nom et qualité ainsi que la mention du service auquel celui-ci appartient, les actes suivants :

•Les décisions administratives qui sont notifiées au public par l'intermédiaire d'un téléservice conforme à l'article L. 112-9 et aux articles 9 à 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ainsi que les actes préparatoires à ces décisions :



Rendre effectif pour tous le cadre juridique actuel

Point 5 : Tout peut (doit) être mis en œuvre pour ne plus demander d'informations déjà connues des administrations:

Article L114-8 - Code des relations entre le public et l'administration - Légifrance

Les administrations échangent entre elles toutes les informations ou données strictement nécessaires pour traiter une demande présentée par le public ou une déclaration transmise par celui-ci en application d'un texte législatif ou réglementaire. Les administrations destinataires de ces informations ou données ne peuvent se voir opposer le secret professionnel dès lors qu'elles sont, dans le cadre de leurs missions légales, habilitées à connaître des informations ou des données ainsi échangées. [...]

(code des relations entre le public et l'administration)

Rendre effectif pour tous le cadre juridique actuel

Décision du Conseil D'état du 3 juin rappel des principes sur **le recours une obligation de passage par une démarches en ligne**

- « **Contrairement à ce qui est soutenu, ni les principes d'égalité devant la loi, d'égalité devant le service public et de continuité du service public**, ni le droit à la compensation du handicap énoncé par l'article L. 114-1-1 du code de l'action sociale et des familles, ni le principe de non-discrimination reconnu par l'article 14 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ni, en tout état de cause, les autres droits garantis par la même convention, l'article 9 de la convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées ou la loi du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations **ne font obstacle, par principe, à ce que soit rendu obligatoire le recours à un téléservice pour accomplir une démarche administrative, et notamment pour demander la délivrance d'une autorisation.** »
- Toutefois, **le pouvoir réglementaire ne saurait édicter une telle obligation qu'à la condition de permettre l'accès normal des usagers au service public et de garantir aux personnes concernées l'exercice effectif de leurs droits.**

La reconnaissance de la capacité d'action des Préfets



Décision du Conseil D'état du 3 juin rappelle des principes sur le recours à la dématérialisation

"En ce qui concerne la question de savoir si les préfets peuvent, sans y être habilités par un texte législatif ou réglementaire, créer un téléservice destiné à la prise de rendez-vous et au dépôt de pièces en vue de la présentation d'une demande, et s'ils peuvent rendre obligatoire son usage :

Il appartient aux préfets, comme à tout chef de service, de prendre les mesures nécessaires au bon fonctionnement de l'administration placée sous leur autorité. Ils peuvent ainsi prendre des dispositions relatives au dépôt des demandes qui leur sont adressées, dans la mesure où l'exige l'intérêt du service, dans le respect des règles ou principes supérieurs et dans la mesure où de telles règles n'y ont pas pourvu. Il en résulte que, sauf dispositions spéciales, les préfets peuvent créer des téléservices pour l'accomplissement de tout ou partie des démarches administratives des usagers. »

DS est donc adapté autant pour les démarches externes, qu'internes



Quelques chiffres

Rappel en quelques chiffres des usages de DS

9,6 millions dossiers (2,8 millions en 2021, 2,6 millions sur 2022 – fin octobre)

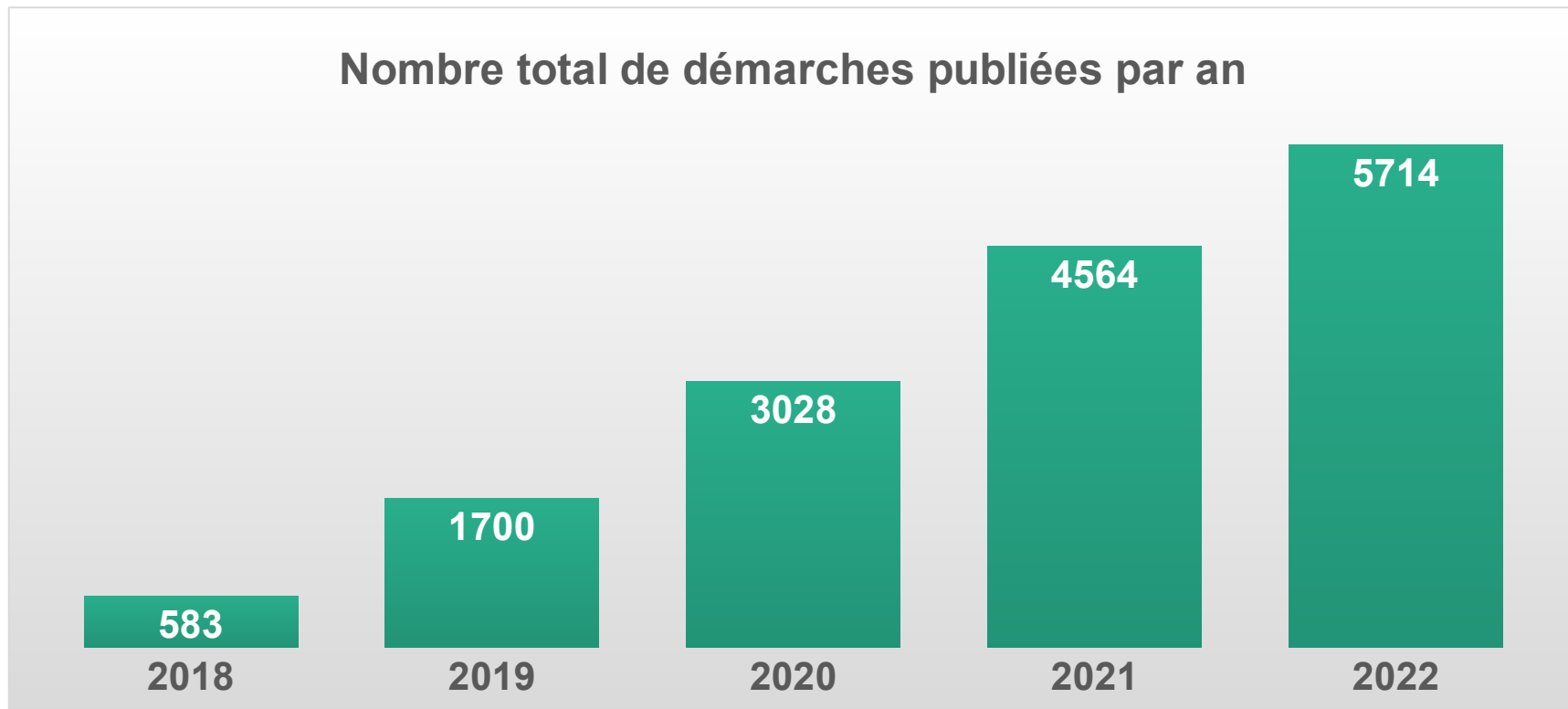
5,5 millions de comptes usagers

30 000 démarches publiées ou en cours de dématérialisation (4600 en 2021 et 4650 sur 10 mois en 2022)

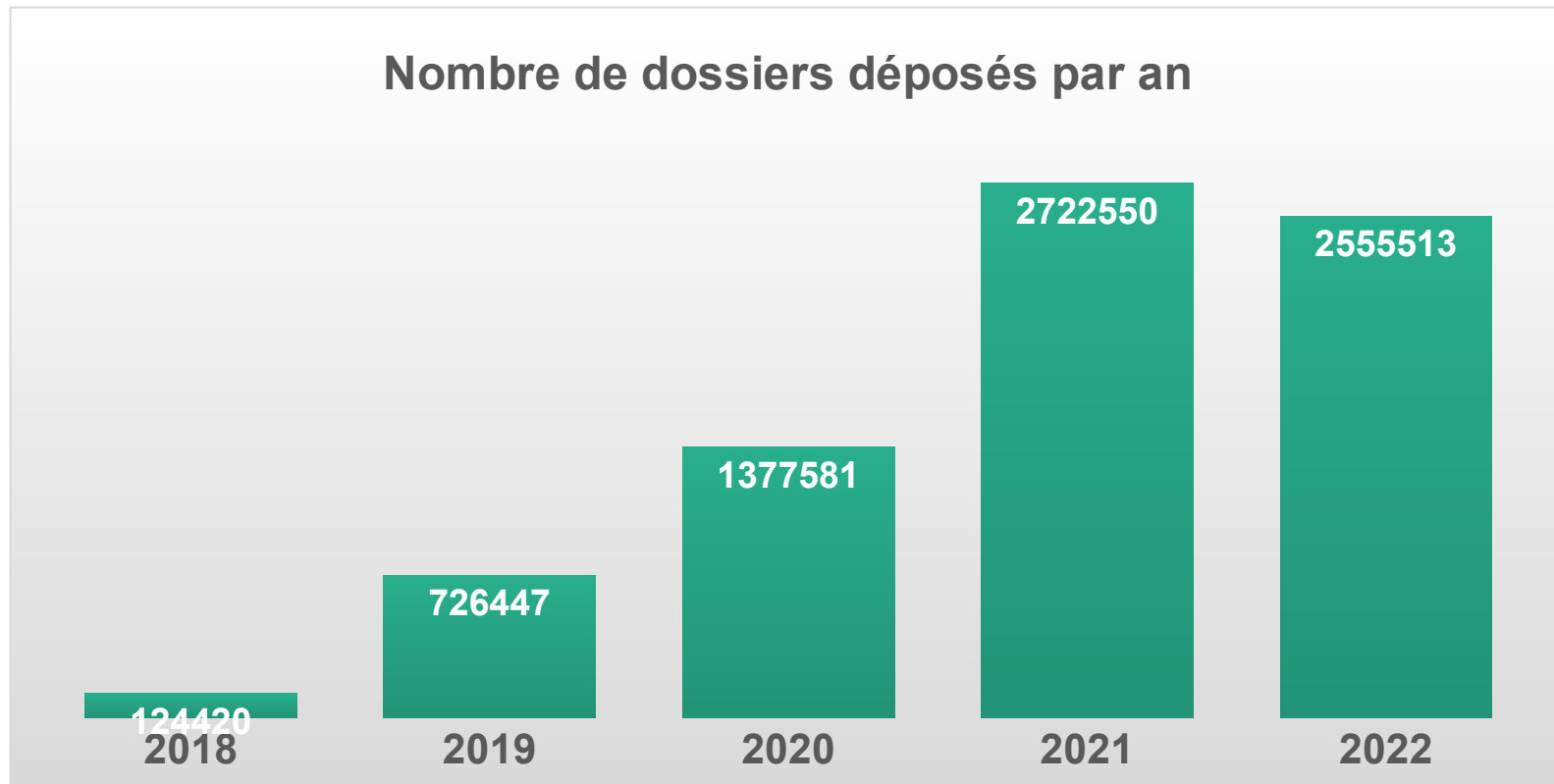
90 000 agents impliqués

1000 administrations partenaires

Nombre de démarches publiées par an

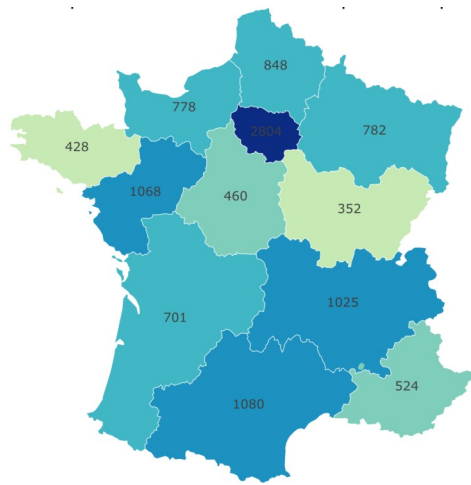


Nombre de dossiers déposés par an



Démarches simplifiées en Région

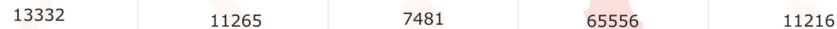
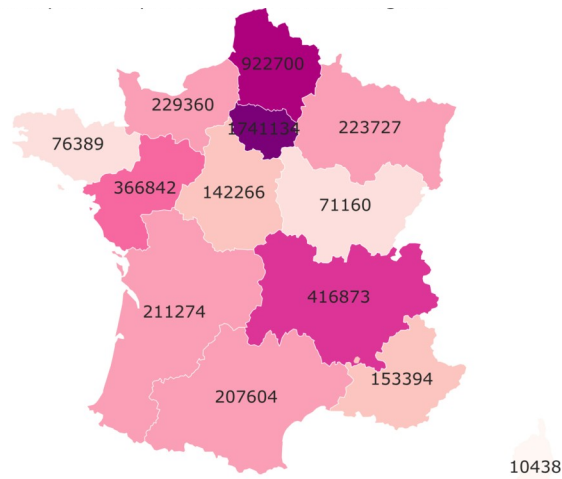
Nombre de démarches publiées depuis 2018



basemap from OpenStreetMap contributors (ODbL license)

Made with Khartis

Nombre de dossiers déposés depuis 2018



basemap from OpenStreetMap contributors (ODbL license) - DINUM

Made with Khartis

Exemples de démarches et projets 2023



Réalisés en 2022

Prévus en 2023

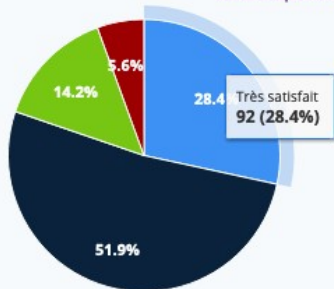
 <p>La direction générale des étrangers en France</p>	<p>Organisations</p>  <p><small>Vous représentez une association, une entreprise ou une collectivité locale ? Vous souhaitez agir en faveur du respect des droits fondamentaux en France ? Retrouvez ci-dessous les différents dispositifs disponibles.</small></p>	 <p>PARIS 2024 PARALYMPIC GAMES</p> 	<p>Importation des matériels sportifs</p>
 <p>La FRENCH TECH</p>	 	<p>Secrétariat général pour l'investissement</p>  <p>FRANCE 2030</p>	<p>Pré-sélection des dossiers</p> <p>Plan Renov' collectivités</p>
 <p>pass Culture</p>	<p>Candidature au dépôt d'offres collectives sur le pass Culture - Structure culturelle</p>	<p>D L P A J</p> <p><small>DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES</small></p> <p>Direction de l'information légal et administrative</p>	<p>Enregistrement des fondations</p>
 <p>MINISTÈRE DE LA CULTURE Liberté Égalité Fraternité</p>	 <p>Aides, démarches et subventions</p> <p>80 démarches</p>	 <p>RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté Égalité Fraternité</p> <p>DGCL Direction générale des collectivités locales</p>	<p>Généralisation demat des aides aux collectivités</p>

Résultats de notre enquête de satisfaction 2022



Dans l'ensemble, êtes-vous satisfait de l'outil démarches-simplifiées?

[Chart options »](#)

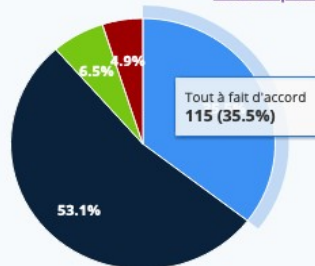


Très satisfait	92
Plutôt satisfait	168
Plutôt pas satisfait	46
Pas du tout satisfait	18

Sur 324 répondants, plus de 80% sont satisfaits

Démarches-simplifiées permet de créer facilement un formulaire en ligne

[Chart options »](#)



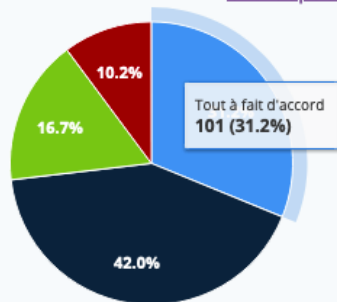
Tout à fait d'accord	115
Plutôt d'accord	172
Plutôt pas d'accord	21
Pas du tout d'accord	16

Simplicité de l'outil: 88,6 %

Gain de temps et simplification de l'instruction des dossiers: **73,2%**

Pensez-vous que démarches-simplifiées a réduit le temps d'instruction de vos démarches et simplifié vos processus?

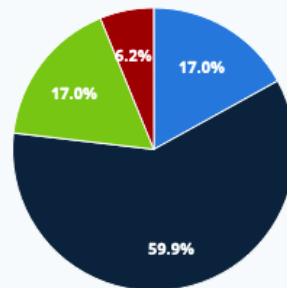
[Chart options »](#)



Tout à fait d'accord	101
Plutôt d'accord	136
Plutôt pas d'accord	54
Pas du tout d'accord	33

Pensez-vous que démarches-simplifiées a permis d'augmenter la satisfaction des usagers qui remplissent vos démarches?

[Chart options »](#)



Tout à fait d'accord	55
Plutôt d'accord	194
Plutôt pas d'accord	55
Pas du tout d'accord	20

77% des agents considèrent que les usagers sont satisfaits de l'utilisation de DS

En 2021; l'application « open-source » démarches-simplifiées est déployée par :

 **demarches-simplifiees.fr**


**DIRECTION
INTERMINISTÉRIELLE
DU NUMÉRIQUE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

demarches-simplifiees.fr en chiffres

5 042

administrations
partenaires

4 918 277

dossiers
déposés


**MINISTÈRES
SOCIAUX**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Dématérialisation des Démarches Sociales


**MINISTÈRE
DES SOLIDARITÉS
ET DE LA SANTÉ**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Dématérialisation des Démarches Sociales en chiffres

31

administrations
partenaires

6 944

dossiers
déposés

 **MES-DÉMARCHES.GOV.PF**

"Mes-Démarches" en chiffres

82

administrations
partenaires

157 193

dossiers
déposés



Présidence
de la
Polynésie française


**MINISTÈRE
DES ARMÉES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

demarches-simplifiees.intradef.gouv.fr


**MINISTÈRE
DES ARMÉES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Dématérialisation des Démarches Sociales en chiffres

660

administrations
partenaires

117

268
déposés

Les nouvelles fonctionnalités

Nouvel interface de la page d'avis

Demande

Annotations privées

Avis externes

Messagerie

Personnes impliquées

Voir les avis

[Demander un avis](#)

Inviter des personnes à donner leur avis

Les invités pourront consulter le dossier, donner un avis et contribuer au fil de messagerie. Ils ne pourront pas modifier le dossier.

Entrez les adresses email des experts à qui vous souhaitez demander un avis

Message d'introduction

Bonjour, merci de me donner votre avis sur ce dossier.

Posez une question à l'expert

(facultatif) l'expert pourra répondre par oui/non



Les évolutions récentes: l'interface « toutes les démarches » et la refonte du routage !



Vue globale sur les démarches existantes

Le nouveau système de routage

Mes démarches Toutes les démarches

Toutes les démarches

Ce tableau de bord permet de consulter les informations sur les démarches simplifiées pour toutes les zones. Filtrez par zone et statut. Consultez la liste des démarches et cliquez sur une démarche pour voir la zone et quels sont les administrateurs.

Filter
 Réinitialiser

+ Mes zones

- ☒ Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales
- ☒ Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique
- ☒ Premier ministre
- ☒ Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
- ☒ Ministère de l'Éducation nationale et de la

14609 démarches

- Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales x
- Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique x Premier ministre x
- Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires x
- Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse x Ministère de la Culture x
- Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer x Ministère du Travail, du Plein emploi et de l'insertion x
- Ministère de la Santé et de la Prévention x Collectivité territoriale x
- Ministère de la Transformation et de la Fonction publiques x Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche x
- Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire x Ministère de la Jeunesse et des Sports x

1 2 3 4 5 ... Suivant > >

Démarche	N°	Administrateurs	Statut	Date
+ CAFFA, session 2023 : Dépôt du mémoire	65190	2	Publiée	05/11/2022

Accueil > Démarches > Demande de subvention 2023 - Démo DS > Instructeurs > Options

2 instructeurs

Options

Choix du type de routage

- ☐ À partir d'un champ
crée les groupes en fonction d'un champ du formulaire
- ☐ Avancé
libre à vous de créer et de configurer les groupes

Retour

Continuer

Les principales évolutions

En plus de travaux de sécurisation et d'amélioration continue, les évolutions réalisées

Personnalisez les informations de contact et le tampon d'une attestation selon les groupes instructeurs :

Informations de contact

Le groupe Arras n'a pas d'informations de contact. Les informations de contact affichées à l'usager seront celles du service de la procédure

+ Ajouter des informations de contact

Tampon de l'attestation

Vous pouvez apposer sur l'attestation un tampon (ou signature) dédié à ce groupe d'instructeurs. Si vous n'en fournissez pas, celui de la démarche sera utilisé, le cas échéant.


Dimensions conseillées : au minimum 500px de largeur ou de hauteur.

Taille maximale : 1 Mo. Formats supportés : jpeg, png

Aucun fichier choisi

Ajouter le tampon

Le traitement multiple des dossiers


Démarche démonstration demarches-simplifiees.fr - n°75583
Télécharger tous les dossiers

[gestion des notifications](#) | [statistiques](#) | [contacter les usagers \(brouillon\)](#) | [voir les administrateurs](#)

1 à suivre 5 suivis 1 traité 77 au total 0 supprimé définitivement 0 archivé

Les dossiers qui sont, dans cet onglet, sont uniquement ceux que vous suivez. Vous pouvez éditer avec le demandeur jusqu'à pouvoir les accepter, les refuser ou les classer sans suite.

Sélectionner un filtre
Remonter les dossiers avec une notification
Personnaliser le tableau
Télécharger 5 dossiers

5 sur 5 dossiers

Passer les dossiers en instruction
Retirer les dossiers
Autres actions multiples

<input type="checkbox"/>	N° dossier	Demandeur	Statut	Actions
<input checked="" type="checkbox"/>	13531383	cam@y.dellail@beta.gouv.fr	EN CONSTRUCTION	<input type="button" value="Ne plus suivre"/> <input type="button" value="Passer en instruction"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	13531478	cam@y.dellail@beta.gouv.fr	EN CONSTRUCTION	<input type="button" value="Ne plus suivre"/> <input type="button" value="Passer en instruction"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	13531488	cam@y.dellail@beta.gouv.fr	EN CONSTRUCTION	<input type="button" value="Ne plus suivre"/> <input type="button" value="Passer en instruction"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	13531496	cam@y.dellail@beta.gouv.fr	EN CONSTRUCTION	<input type="button" value="Ne plus suivre"/> <input type="button" value="Passer en instruction"/>
<input type="checkbox"/>	13531504	cam@y.dellail@beta.gouv.fr	EN CONSTRUCTION	<input type="button" value="Ne plus suivre"/> <input type="button" value="Passer en instruction"/>

Les évolutions récentes : Le conditionnel



Il permet de **faire apparaître un champ** en fonction de la valeur d'un ou plusieurs champs situés au dessus de lui dans le formulaire

This screenshot shows the configuration for a field. At the top, there is a menu icon and a trash icon. Below, the 'TYPE DE CHAMP' is set to 'Oui/Non'. The 'LIBELLÉ DU CHAMP' is 'Age de la personne'. There is a checkbox for 'CHAMP OBLIGATOIRE' which is currently unchecked. Below the label, there is a large text area for 'DESCRIPTION DU CHAMP (OPTIONNEL)'.

This screenshot shows the conditional logic configuration for the 'Age de la personne' field. The 'TYPE DE CHAMP' is set to 'Texte'. The 'LIBELLÉ DU CHAMP' is 'Nom d un parent'. Below this, there is a section for 'Logique conditionnelle' with a button 'cliquer pour desactiver'. The logic is defined by three columns: 'Champ Cible', 'Opérateur', and 'Valeur'. The 'Afficher si' label is on the left. The 'Champ Cible' is 'Age de la personne', the 'Opérateur' is 'Est', and the 'Valeur' is 'Oui'. There is a trash icon next to the logic row. At the bottom right, there is a button '+ Ajouter une condition'.



Formulaire de demande

Vous êtes *

☒ Une association

☐ Une personne physique

☐ Un établissement public / service de l'État

☐ Un organisme privé

☐ Une collectivité territoriale

Cas un: « association »

1. Identité du demandeur

Précision

Nous avons récupéré auprès de l'INSEE et d'Infogreffe les informations suivantes concernant votre structure : dénomination, sigle, adresse du siège social, statut, nombre de salariés le cas échéant, numéro SIREN, numéro RNA le cas échéant. Ces informations seront jointes automatiquement à votre dossier.

Numéro du récépissé en préfecture

Le cas échéant, si vous n'avez pas encore de RNA.

L'association est-elle située dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ? *

☐ Oui

☐ Non

L'adresse de correspondance est *

☐ L'adresse du siège social

☒ Une autre adresse

Adresse de correspondance *



Formulaire de demande

Vous êtes *

☐ Une association

☐ Une personne physique

☐ Un établissement public / service de l'État

☒ Un organisme privé

☐ Une collectivité territoriale

1. Identité du demandeur

Précision

Nous avons récupéré auprès de l'INSEE et d'Infogreffe les informations suivantes concernant votre structure : dénomination, sigle, adresse du siège social, statut, nombre de salariés le cas échéant, numéro SIREN, numéro RNA le cas échéant. Ces informations seront jointes automatiquement à votre dossier.

Cas deux: Un organisme privé

L'adresse de correspondance est *

☒ L'adresse du siège social

☐ Une autre adresse



Démarches Simplifiées

Les orientations 2023

Interconnexion avec les outils tiers

- Outils de gestion , RPA, Chorus, VITAM...

Amélioration des interfaces USAGER

- RGAA
- Multiples dossiers
- Design

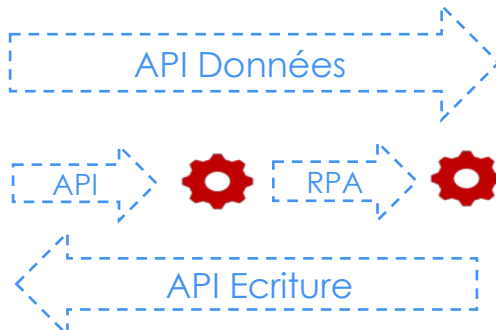
Productivité des instructeurs

- Traitement multiple

Qualité des démarches

- Aides en ligne à la création de formulaires accessibles...

Pour les acteurs publics, les outils d'interopérabilité sont simplifiés



SI Métier



Cas N°1
Utilisation de DS
à 100% des
fonctions

Collecte de
l'information
(dossier usager)

Instruction de la
demande

Réponse à
l'utilisateur

Intégration



Infocentre
Archivage

Cas N°2
Utilisation de DS
pour ses
fonctions de
front

Collecte de
l'information
(dossier usager)

Instruction de la
demande

Réponse à
l'utilisateur

Intégration



Une ouverture aux applications métiers et aux référentiels

Dématérialiser avec DS, ce sont :

2 natures de gains

Gains résultant de l'utilisation d'une solution de dématérialisation sous la forme d'une plateforme de services mutualisée

- Pas d'investissement
- Pas de frais d'installation
- Pas de licence
- Pas de coût d'exploitation
- Pas de coût de support (sauf support métier)
- Pas de coût de personnalisation de l'outil
- Pas de maintenance
- Pas de cahier des charges
- Peu de formation

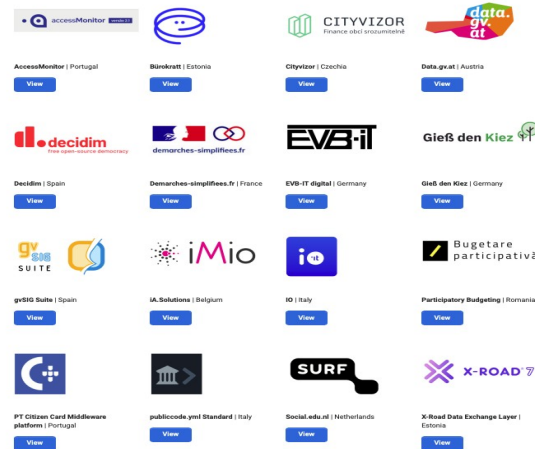
Gains résultant de la dématérialisation des démarches pour les services et les usagers

- Réduction du papier
- Réduction des échanges par mails
- Gains de temps pour les usagers
- Réduction des temps pour obtenir des dossiers complets
- Réduction des délais de traitement
- Réduction des courriers postaux
- Rapidité de mise en place
- Suivi des dossiers en continue pour l'utilisateur

L'animation du réseau

- Webinaire mensuel
- News letter à chaque nouvelle fonctionnalité
- Accompagnement des utilisateurs de DS (administrateurs, instructeurs)
- Élaboration d'un guide de la dématérialisation réussie via DS
- Support

VOTEZ DS !



C'est fait ! Nous sommes dans la liste de 23 projets retenus par la Commission européenne pour le OSOR Community Award 2023 ! **Nous avons besoin de votre aide pour soutenir DS, votez DS via le lien suivant :**

<https://joinup.ec.europa.eu/collection/open-source-observatory-osor/osor-community-award-2023-voting#vote>

Documentation:

Ressources open sources sur :

<https://github.com/betagouv/demarches-simplifiees.fr>

Documentation : <https://doc.demarches-simplifiees.fr>

Ressources vidéo : <https://doc.demarches-simplifiees.fr/s>

S'enregistrer :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/demande-d-inscription-a-demarches-simplifiees>

Attentes des usagers : <https://demarches-simplifiees.featureupvote.com>

Restons en contact !

contact@demarches-simplifiees.fr

N'attendez plus, contactez-nous pour plus d'informations !
→ <https://calendly.com/demarches-simplifiees>

